

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 26 - 1 FRANC - 27-10-1971

Après WILLY BRANDT : BREJNEV, PRIX NOBEL ?

M. Willy Brandt vient de recevoir le Prix Nobel de la Paix. Et aussitôt un concert de félicitations s'est élevé parmi les chancelleries. M. Pompidou n'a pas été le dernier à congratuler le lauréat. Son éloge a même été bien au-delà du minimum imposé par la correction diplomatique. Pour nous qui jugeons uniquement en fonction de l'intérêt national, nous ne voyons guère matière à nous réjouir dans cette distinction qui constitue une véritable réhabilitation morale de l'Allemagne.

On nous objectera que M. Brandt, officier de l'armée norvégienne pendant la guerre de 1939-1945, n'est pas Hitler. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne n'a pas besoin d'être nazie pour menacer la paix. M. Brandt n'a jamais caché que sa politique était tendue vers un seul but : redonner à l'Allemagne sa puissance. Il est à cet égard l'héritier spirituel d'un autre Prix Nobel de la Paix en 1925 : Stresemann, qui, en « finissant » avec Briand, préparait le réarmement de son pays vaincu en 1919 et faisait s'entraîner clandestinement la Reichwehr... en U.R.S.S.

C'est justement d'U.R.S.S. que nous arrive M. Brejnev, vedette n° 1 de l'actualité française cette semaine. Nous éprouvons la plus profonde répulsion pour l'homme qui symbolise la plus odieuse barbarie scientifique que l'histoire ait jamais connue, mais accepte-

rions cette visite si notre pays pouvait en tirer un quelconque avantage diplomatique.

Ce n'est pas le cas. Non seulement le gouvernement français sera handicapé dans ses discussions avec le chef de l'U.R.S.S. par la présence en France d'un important lobby pro-soviétique et la transformation de la venue de Brejnev en tournée de propagande orchestrée par le P.C., mais en outre, il n'a guère d'atouts dans sa politique à l'Est. L'antiaméricanisme de De Gaulle, contenu dans certaines limites, aurait pu être fécond. Erigé en système, il nous a rejetés vers l'U.R.S.S. sans contreparties et M. Pompidou n'a pu lever cette hypothèque.

Il y a plus grave : Moscou s'intéresse surtout à l'Allemagne en qui elle voit à la fois un voisin dangereux et puissant, mais aussi un partenaire avec qui négocier. La France, fragile économiquement, ne compte guère à ses yeux, même si on affecte d'avoir des relations chaleureuses avec elle.

Peut-être un jour pourrions-nous jouer notre carte face à l'U.R.S.S. Il nous faudrait pour cela une diplomatie menée de sang-froid et avec l'assurance de la durée, appuyée sur une France forte économiquement et militairement. Mais comment demander à la démocratie la continuité et l'indépendance à l'égard des groupes de pression, qualités spécifiquement monarchiques ?

N.A.F.

Budget

L'ÉTATISME CONTRE L'EXPANSION

Comme chaque année, l'automne nous ramène à l'examen du budget. Son caractère technique fait que sa discussion ne passionne guère le grand public. Il s'agit pourtant de l'acte gouvernemental le plus important qui soit puisqu'il traduit en chiffres l'ensemble des choix politiques des pouvoirs publics. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que le parlementarisme s'est introduit en France lorsque sous la Restauration la Chambre a obtenu, avec le droit de voter le budget, celui de contrôler l'ensemble de la politique gouvernementale et que l'effacement du Parlement, depuis 1958, est lié à la mise en œuvre de toute une série de mesures destinées à limiter ses prérogatives en matière budgétaire (vote du budget par titres et non plus par chapitres, promulgation automatique si l'Assemblée ne s'est pas prononcée dans un délai de soixante-dix jours).

Le projet de budget pour 1972 ne manque pas à la règle et constitue une remarquable photographie des options de l'Etat. Il est de surcroît un excellent révélateur de l'impasse dans laquelle est engagé le régime bureaucratique que nous subissons.

UN BUDGET... ÉLECTORAL

Ce qui frappe quand on l'examine en le comparant à celui des années précédentes, c'est son gonflement accéléré : 190 milliards de nouveaux francs (sans parler des 33 milliards de comptes spéciaux) contre 53 milliards en 1958. En douze ans les dépenses de l'Etat ont presque quadruplé, ce que ni les deux dévaluations de 1959 et de 1969, ni la hausse du Produit National Brut ne suffisent à justifier.

Les recettes sont constituées par des revenus divers (4 milliards) et surtout par les recettes fiscales (186 milliards). Si l'on détaille celles-ci, on s'aperçoit que la T.V.A. représente à elle seule 47 % du total (l'impôt indirect, le plus injuste, demeure le plus indolore), que l'impôt sur le revenu augmente de 11 %, mais que l'impôt sur les sociétés progresse seulement de 6 %, celui sur les valeurs mobilières de 5,3 %, tandis que l'impôt sur les bénéfices tirés de la construction immobilière ne varie pas et que le prélèvement exceptionnel sur les établissements de crédit est supprimé.

M. le Ministre des Finances de la République bancaire et immobilière a délibérément choisi de favoriser cette bourgeoisie libérale qui constitue la clientèle électorale des indé-

pendants. On comprend dans ces conditions l'amertume de députés U.D.R. qui, élus dans des circonscriptions « populaires » à la faveur du raz de marée de 1968, craignent d'être balayés par la gauche en 1973.

Pour éviter que la poussée à gauche ne soit trop forte dans dix-huit mois, le gouvernement, dans le choix de ses dépenses, a privilégié les investissements afin de relancer notre économie, fragile du fait de la situation monétaire internationale, et il a accordé la priorité aux secteurs les plus sensibles à l'opinion publique : ainsi les P.T.T. représentent à eux seuls un quart des investissements qui progressent de 20 % par rapport à 1971, alors que les dépenses de fonctionnement augmentent de 11 %.

Mais, comme Giscard veut éviter une croissance du budget supérieure à celle du Produit National Brut (9,3 %) et une inflation à laquelle la monnaie ne résisterait pas, il a sabré les dépenses militaires qui ne progressent que de 3 % (c'est-à-dire à une cadence plus faible que celle du coût de la vie). La V^e République, fidèle à l'esprit démocratique, fait des économies ruineuses sur ce qui est le garant de la non-invasion, premier bien public du pays.

Le caractère électoral du budget est renforcé par le gonflement des opérations temporaires des comptes spéciaux du Trésor, autrement dit par la multiplication des subventions de conjoncture.

UN ÉQUIPEMENT RÉSIDUEL

Les efforts faits en faveur des routes ou des télécommunications, liés nous l'avons vu à l'approche des élections, ne doivent pas tromper sur les capacités du régime à équiper le pays. Malgré leur progression, les investissements ne représentent que 13 % du budget. Le reste est absorbé par les frais de fonctionnement des services d'un Etat de plus en plus bureaucratique et à ce titre condamné à voir croître indéfiniment la Fonction publique. Quelques chiffres donnent une idée de ce gaspillage provoqué par l'étatisme : les investissements du budget des transports sont vingt-quatre fois moins élevés que les dépenses de fonctionnement de ce ministère et la subvention de fonctionnement accordée à la S.N.C.F. est le double de la dotation pour investissements accordée au Fonds routier.

De la sorte, tant que l'Etat maintiendra son organisation centralisée, la place donnée aux équipements demeurera marginale et notre pays sera condamné au sous-développement. Mais n'est-ce pas trop demander au régime que de lui suggérer une refonte totale de structures inhérentes à sa nature démocratique ?

Christian DUJARDIN.

Nous étudierons les semaines prochaines, plus en détail, les points névralgiques du budget : Transports, Santé Publique, Enseignement.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

POMPIDOU ENTERRE LA RÉGION

La conférence de presse du président de la République et le projet de loi sur la réforme régionale étudié début octobre en conseil des ministres nous avaient à la fois confirmé l'hostilité pompidolienne à la région et appris que le Raminagrobis cantalou, qui siège à l'Élysée, avait choisi d'enterrer la question sur le mode mi-cynique mi-désinvolte. Nous n'attendions rien de bon du discours de Brest. Après celui-ci, nous devons rendre cette justice à M. Pompidou : il est toujours capable, sur ce sujet, de reculer les bornes de l'odieux sous une façon de bonhomme.

UN NUMÉRO DE CHARME...

En allant à Brest, le chef de l'État savait qu'il se rendait dans une région à la fois gaulliste de sentiment et en révolte contre un régime centralisateur qui condamne toute une partie de sa population à l'émigration. Cette révolte est particulièrement nette dans la jeunesse bretonne qui est violemment régionaliste et volontiers séduite par les sirènes du gauchisme U.D.B. ou P.S.U.

Le président de la République a donc cherché à rassurer. Il a fait un numéro de séduction en rappelant ses fréquentes visites à Brest depuis vingt-cinq ans. Il a vanté les « dons naturels » d'une « population nombreuse, travailleuse et capable » ; il s'est efforcé de démontrer que tout ne va pas si mal en Bretagne dont la population a augmenté sensiblement pour la première fois depuis cinquante ans ; il a surtout fait des promesses en annonçant la mise en œuvre d'un « plan breton » comportant l'amélioration des liaisons ferroviaires, routières et téléphoniques, une baisse des tarifs de l'énergie électrique, l'implantation d'industries de pointe en Bretagne et notamment à Brest (principalement en matière d'électronique et de télécommunications), enfin le développement d'un complexe pétrolier et la création d'une nouvelle forme de radoub destinée à permettre la réception de navires de 250.000 tonnes dans le port du Finistère.

Ces déclarations risquent de susciter le scepticisme dans les milieux régionalistes. On ne manquera pas d'observer que l'augmentation sensible de population entre 1962 et 1968 s'est accompagnée d'un vieillissement attesté par la baisse du taux moyen de natalité et la stagnation du nombre des actifs, de faire remarquer que depuis 1968, 6.000 emplois seulement ont été créés dans la région bretonne, enfin de noter que le plan breton annoncé n'est jamais que le cinquième ou le sixième du genre depuis 1955.

Cette dernière objection, à vrai dire, tomberait quelque peu à faux. À lire le projet de loi de finances pour 1972, on constate qu'effectivement le Pouvoir est décidé à « mettre le paquet » pour équiper la Bretagne, rompant ainsi avec une politique axée sur l'aide, à la région parisienne et aux zones industrialisées du Nord et de l'Est. Nous ne croyons pas cependant que l'on puisse parler de « ré-

vision déchirante » de l'État républicain en matière d'aménagement du territoire. Nous pensons, bien au contraire, que le discours de Brest marque une nouvelle étape dans le renforcement de la centralisation. Pourquoi ?

... ET UN ÉTRANGLEMENT AU SON DES BINIOUS

Notons d'abord que le discours présidentiel comporte une bonne part d'esbroufe. Ainsi, c'est ce moquer du monde que de prédire à la Bretagne un avenir merveilleux qui serait dû à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun quand on sait que le développement d'échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et la France profitera surtout au Nord et à la Normandie (surtout si le tunnel sous la Manche est creusé) mais fort peu à la Bretagne.

Il y a plus grave ; Pompidou s'est ingénié, vendredi dernier, à casser le régionalisme breton. En déclarant : « *Est-il exagéré de dire que Brest n'admettrait pas d'être purement, simplement subordonnée à Rennes, quel que soit le prestige de cette grande cité ?* » Le chef de l'État s'amuse à opposer les principales villes bretonnes les unes aux autres afin de torpiller toute solidarité entre Bretons. C'est dans le même esprit qu'est émise l'idée farfelue de conseils régionaux se réunissant alternativement dans les grandes villes de la région... et se transformant en caravane itinérante démenageant en permanence dossiers, archives et services.

En revanche, le département est exalté. La région, dans l'esprit du président, doit être une association de départements dont une bonne partie des compétences sera constituée par des délégations de pouvoirs effectuées par des conseils généraux... ce qui épargnera à l'État de se délester de ses sacro-saintes attributions.

Remarquons au passage l'humour noir et le sens du canular de notre ancien normalien : il choisit Brest pour faire l'éloge de la départementalisation, Brest sous-préfecture du Finistère fort mal reliée à Quimper, le chef-lieu... ce qui n'est pas étonnant quand on sait que le Finistère est divisé en une région Nord, avec Brest, une région Sud, avec Quimper, qui se tournent résolument le dos, les axes de communications étant orientés, en Bretagne, dans le sens Est-Ouest !

Autrement dit, le « plan breton » de M. Pompidou s'inscrit parfaitement dans la tradition jacobine. Face à un mouvement régionaliste dynamique, s'appuyant sur des mécontentements profonds, on se garde bien de remettre en cause les structures de l'État mais on endort les contestations en faisant de la Bretagne une privilégiée de l'État-providence, bref une mendicante particulièrement favorisée.

Une telle politique n'est pas seulement un sabotage criminel de la décentralisation. Elle risque fort aussi d'être finalement plus nuisible qu'utile à la Bretagne. En effet, pour faire démarrer économiquement une région en perte de vitesse, il ne suffit pas de la doper à coup de crédits.

Il est indispensable d'utiliser ces crédits de façon rationnelle en veillant à ne pas créer de distorsions trop grandes à l'intérieur d'une même région. Cela suppose une répartition harmonieuse des ressources effectuée par une assemblée et un exécutif régional puissants.

Or la politique pompidolienne de subventions privilégie l'action au « coup par coup » et débouche sur la création de poches artificielles de prospérité dans une province en crise. M. Pompidou nous a parlé d'un grand Brest de 400.000 habitants pour l'an 2000. Il ne nous a rien dit — et pour cause ! — de ce que deviendra l'arrière-pays bas-breton.

À terme, la région gavée de subventions mal utilisées sort affaiblie de l'aventure. Ce n'est pas les Lorrains qui ont été abreuvés pendant des années de subsides destinés à mettre en œuvre une politique insensée de soutien à des mines de fer et de charbon technologiquement condamnées qui nous contrediront. Ils auraient préféré sûrement que ces ressources utilisées à une reconversion industrielle intelligente qui leur éviterait la récession actuelle.

Régionalistes d'Action Française, nous avons cependant à remercier M. Pompidou : contrairement à son prédécesseur, il a renoncé à prendre un faux air de Don Quichotte faisant mine de pourfendre le jacobinisme. Son comportement de Sancho Pança roublard comptant ses électeurs et décidé à ne relâcher sous aucun prétexte la pression administrative sur eux pourrait amener bien des yeux à se dessiller y compris parmi les régionalistes qui ont fait confiance à la majorité et renforcer le camp de ceux qui dénoncent avec nous le système démocratique comme cause majeure de la centralisation.

Jacques DELCOUR.

NAF TELEX

● ACTION FRANÇAISE : DE L'O.R.T.F... Jeudi 21 octobre, une centaine d'étudiants d'A.F. ont manifesté à la maison de l'O.R.T.F. contre le black-out total de la télévision et de la radio à l'égard du premier congrès royaliste universitaire. La police privée de la maison a engagé un dialogue à coup d'arguments frappants et une trentaine de nos amis ont été appréhendés pendant vingt-quatre heures. Ce n'est pas cela qui nous empêchera de continuer notre campagne d'information...

● ... A SAINT-SEVERIN : ... ni de dénoncer les manifestations anti-françaises. Ainsi une cinquantaine de nos militants perturbaient, dès le surlendemain, la messe célébrée à la mémoire de Francisque Gay en l'église Saint-Séverin et protestaient contre l'attribution d'une rue de Paris au mentor de la démocratie-chrétienne, germanophile de toujours, qui en avril 1944 attirait l'attention de la Gestapo sur les campagnes anti-allemandes de l'Action Française. Un des manifestants a été blessé assez sérieusement après une courte bagarre.

LA FRANCE DEVANT LE PACTE

L'Allemagne et l'Ost Politik

A l'heure où Brejnev vient à Paris, la France est concurrencée et même battue dans le jeu de l'ouverture à l'Est par la République Fédérale Allemande comme l'explique ci-contre F. Villeroy. Renversement des alliances ou persévérance dans l'être, par-delà les vicissitudes politiques, d'un Etat qui est l'héritier d'un impérialisme allemand multiséculaire ? C'est ce qu'examine Axel Alberg.

ATLANTISME ET OST POLITIK : MÊME COMBAT

Durant une vingtaine d'années depuis la Libération, la classe politique française nous a expliqué que l'Allemagne de l'Ouest était désormais appelée à devenir le rempart de l'Occident contre les barbares soviétiques. La gauche social-démocrate, les pieux faussaires de la démocratie chrétienne, avaient comme d'habitude les yeux de Chimène, de Jaurès et de Sangnier pour l'Allemagne de Luther, de Kant, de Hegel. La droite anti-soviétique, salivant de peur, voyait dans le régime d'Adenauer le rempart contre les Ivans au couteau entre les dents... pour ne rien dire de l'extrême droite nazionale et européenne. Aujourd'hui, tout ce beau monde se lamente sur le pro-soviétisme du chancelier Brandt, destructeur de l'Europe unie sans voir — volontairement ou non — que l'ost politik actuelle est le prolongement de la diplomatie atlantique du Dr Adenauer.

FINASSER AVEC LES OCCIDENTAUX...

Les premières années, la politique de la République Fédérale Allemande fut dominée par un anti-hitlérisme — d'ailleurs ambigu pour ne pas dire tactique — et un anti-communisme conçu surtout comme anti-soviétisme : le désagréable souvenir des incursions de l'Armée Rouge venait renforcer le désir de plaire aux U.S.A., engagés à fond dans la guerre froide. Et de ce fait, les Etats-Unis jouèrent la carte ouest-allemande. Rapidement, l'Allemagne put sortir de son statut de vaincu pour devenir un partenaire des Occidentaux. La solidarité dans l'anticommunisme créa l'égalité des droits... et permettait à l'Allemagne de redevenir une grande nation, but secret d'Adenauer digne continuateur de la politique de Stresemann qui, pacifiste et fabricant de canons en fait, avait permis la renaissance du Reich au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Avec la caution des Occidentaux et sous la houlette des modérés conformistes d'une démocratie chrétienne représentant l'idéal d'une « bonne Allemagne » libérée de ses phantasmes et intégrée dans le conglomérat démocratique, la République Fédérale put

poursuivre sans à-coup son réarmement politique, économique et militaire.

La démocratie chrétienne, pour faire oublier sous Hitler ses compromissions avec le nazisme et les capitalistes allemands complices du III^e Reich, préconise (programme d'Anlen), nationalisation, cogestion et lutte contre les monopoles. Pas pour longtemps : sous l'impulsion de Ludwig Erhard le parti du pouvoir favorise bientôt la reconstitution des trusts et cartels d'avant-guerre.

Or ceux-ci, en bonne logique, pensèrent que les pays de l'Est pouvaient constituer de fructueux marchés. Ainsi M. Krupp, ex-soutien d'Hitler, a ouvert, voici quelques années, une agence de représentation en U.R.S.S. Son cas n'est pas isolé parmi les industriels et financiers, mécènes du C.D.U. (chrétiens-démocrates) et des libéraux : ne s'agit-il pas, selon le mot de l'un d'eux d'assurer à l'Allemagne un demi-siècle de travail ?

... PUIS AVEC L'U.R.S.S.

Tout ceci amena le C.D.U. à évoluer vers le pro-soviétisme... ce d'autant plus que le groupe de pression des réfugiés de l'Est qui après avoir essayé en vain de se constituer en parti autonome fournissait une partie de leur électorat aux démocrates-chrétiens, s'était dilué peu à peu. Au congrès de Hanovre, en 1967, fut présenté un programme préconisant la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est et la création d'une commission paritaire formée par les représentants des deux Etats pour discuter de la réunification.

De leur côté les libéraux en 1969 réclamaient la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Le leader du parti, M. Scheel, est le ministre des Affaires étrangères actuel, signataire des accords de Moscou.

Mais le parti qui a consacré l'ouverture à l'Est est le Parti social-démocrate de M. Herbert Fraser, ex-trotskiste, ex-officier de l'armée norvégienne contre son propre pays, dit Willy Brandt. Ce parti, recréé dès 1945 par des réscapés des camps de la mort, a plaidé tout de suite contre la politique d'Adenauer dans laquelle il voyait des « obstacles à la réunification allemande ».

En 1959, le S.P.D. abandonna toute référence à l'idéologie marxiste et préconisa l'application de ce profond axiome de la pensée économique : « La concurrence autant que possible et la planification autant que nécessaire ». Mais après la scission d'une partie des jeunes S.P.D. gagnées par le gauchisme, l'appareil du parti fut pris en main

par le chef de son aile gauche, Herbert Wehner, ex-chef du P.C. allemand. Cette aile gauche, depuis la victoire de la coalition S.P.D.-libéraux, a demandé la reconnaissance diplomatique de la R.D.A. et le retour du marxisme.

Cette remontée de la gauche S.P.D. va de pair avec un glissement de l'opinion publique vers le neutralisme et le progressisme, glissement appuyé par de grands journaux comme « der Spiegel » et le « Frankfurter Rundschau », sur l'Université et sur les intellectuels. La plus célèbre d'entre eux, Günther Grass, anime un groupe d'initiative proche du S.P.D. où il défend les poncifs habituels des intellectuels de gauche. Dans ce contexte il n'est pas étonnant de voir le gouvernement S.P.D. lever la condamnation contre le P.C. allemand reconstitué et conclure des alliances avec divers groupuscules gauchisants. Il est normal également de constater que l'opinion ouest-allemande voit dans l'Allemagne de l'Est non plus un repoussoir mais un Etat-Frère dont le marxisme, bon continuateur de la bureaucratie prussienne, est parvenu à faire de la zone d'occupation soviétique la 8^e puissance industrielle mondiale (pour 17 millions d'habitants).

Dans cette perspective, il n'est pas surprenant de voir le chancelier Brandt jouer la carte de l'amitié germano-soviétique. L'évolution idéologique du pays de Luther, de Kant, d'Hegel... et de Karl Marx, ne fait que renforcer les vieilles tendances de l'impérialisme allemand qui le pousse à rechercher à tout prix l'unité des peuples germaniques et la domination de l'Europe. Après s'être servi des U.S.A. pour reconstituer sa puissance, l'Allemagne prouve en fleurissant avec Brejnev pour réaliser la réunification que les fameux liens de l'Europe unie qui devaient l'enchaîner à l'Occident sont en carton-pâte. A la France de regarder la réalité en face et de se défendre contre un voisin toujours aussi dangereux politiquement, économiquement et même — depuis sa marxisation larvée — idéologiquement parlant.

Axel ALBERG.

la nouvelle
ACTION FRANCAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.S.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

GERMANO-SOVIÉTIQUE

Brejnev en France

M. Brejnev sera en France lorsque paraîtra ce journal. Ce doit être pour nous l'occasion de faire le point sur le subtil jeu diplomatique à trois entre la France, l'U.R.S.S. et l'Allemagne, jeu dont cette visite marque un des épisodes et dont la France risque fort d'être la victime.

L'arrivée du n° 1 soviétique est accueillie sans joie par l'opinion française, exception faite pour le P.C. qui a déclenché une campagne de propagande auprès de la presse et autres canaux d'information et pour les industriels qui comptent investir en U.R.S.S. : la fraction la plus éclairée de la techno-bureaucratie n'a pas oublié l'affaire tchécoslovaque et l'échec du « socialisme à visage humain », les gauchistes dénoncent violemment le chauvinisme de grande puissance de l'U.R.S.S. et le retour à un néo-stalinisme. Enfin le régime soviétique encourt les foudres de tous les partisans du sionisme dont le lobby mobilise presse et bons sentiments en faveur des Juifs d'U.R.S.S. Quant au public, il éprouve un certain malaise devant la visite de Brejnev, alors que le démantèlement de deux réseaux d'espionnage à l'étranger montre que l'U.R.S.S. est toujours une puissance dangereuse.

Il serait donc peu sérieux de nous demander, en bégayant d'épouvante, si la venue de « l'œil de Moscou » ne va pas faire de la France un protectorat soviétique. Il n'en reste pas moins que nous n'en avons rien de bon à en attendre.

DE GAULLE ET L'U.R.S.S. :

Depuis l'avènement de la V^e République, les rapports franco-soviétiques, d'abord très froids, n'ont cessé de s'améliorer.

Au moment des événements de Mai 1958, les Soviétiques dénoncent les « fascistes d'Alger » et encouragent la « résistance républicaine » au coup de force. Dès que les nouvelles institutions se précisèrent, la presse soviétique stigmatisa le « pouvoir des monopoles » et « l'établissement d'une dictature personnelle ». A cette époque, le rapprochement franco-allemand se précise par la première rencontre Adenauer-De Gaulle, ce qui fait dire au gouvernement soviétique que le général de Gaulle a oublié son « rôle historique » et « ne croit plus au danger allemand ».

A partir de la fin de l'année 1958, les relations franco-soviétiques sont marquées surtout par des divergences sur le problème de Berlin. Les propositions soviétiques tendent à réintégrer définitivement l'Allemagne parmi les grandes puissances tout en sauvegardant les intérêts de l'U.R.S.S. : proposition d'un traité de paix

avec l'Allemagne, transformation de Berlin-Ouest en ville démilitarisée et convocation d'une conférence internationale chargée de conclure un traité avec les deux Etats allemands.

Par ce biais, l'U.R.S.S. espérait mettre la main sur Berlin et faire reconnaître l'Allemagne de l'Est. La réponse du gouvernement français semblable à celle des autres puissances occidentales réaffirme la nécessité d'une réunification par voie d'élections dans les deux zones, et demande le maintien du statut quadripartite de Berlin.

L'U.R.S.S. avait réagi de façon hostile aux propositions françaises en accusant le gouvernement « d'encourager la renaissance du militarisme allemand ». Cependant au cours de l'année 1960 un rapprochement s'amorça entre la France et l'U.R.S.S. La visite de Khrouchtchev en France permit de trouver un accord sur plusieurs points : protocole sur la coopération scientifique, culturelle, sur le développement des relations économiques, etc.

Le leader soviétique invita la France à conclure un accord avec l'Union soviétique contre les « militaristes allemands ». Pendant toute la durée de son séjour, K insista sur le problème allemand et proposa l'idée d'un pacte destiné à établir la sécurité en Europe. Le général répondit indirectement au cours d'une autre conférence de presse où il évoqua les diverses alliances franco-russes qui se succédèrent pendant plusieurs siècles : « aussi longtemps qu'en Europe, au centre de l'Europe, il y a eu une menace de domination de l'Europe, tout naturellement la France et la Russie se sont rapprochées, et au moment grave, elles se sont alliées ».

Malgré cet hommage, les attaques contre le rapprochement franco-allemand continuèrent dans le style que l'on sait. La crainte de l'U.R.S.S. était que le rapprochement franco-allemand ne soit dirigé contre elle, crainte vaine, puisque l'Allemagne Fédérale jouait dès cette époque un jeu strictement nationaliste ne comportant pas d'alliance étroite avec la France. La signature d'un traité franco-allemand en janvier 1963 sembla donner corps aux craintes soviétiques. Une note soviétique parla à cette occasion de « traité de guerre ».

Mais les bonnes relations franco-allemandes ne survécurent pas au départ d'Adenauer et à l'accession au pouvoir d'une équipe hostile à la France.

De Gaulle, puisque la fameuse alliance franco-allemande s'avérait illusoire, décida de rechercher un allié de rechange à l'Est destiné à faire contrepoids à la trop grande influence exercée par les U.S.A.

au sein de l'O.T.A.N. En même temps que la France se retirait de celui-ci, les rapports vis-à-vis de l'U.R.S.S. et ses satellites se précisaient assortis de l'arrière-pensée suivante chez le général : par une politique de détente et la contagion de l'exemple, détruire ou du moins affaiblir le bloc soviétique en même temps que le bloc atlantique afin d'instaurer une Europe neutraliste de l'Atlantique à l'Oural sous la houlette de la France.

UN MARCHÉ DE DUPES

Le voyage de De Gaulle à Moscou fut le point d'orgue de cette politique.

Malheureusement, la France ne disposait d'aucune carte pour réaliser ce mirifique projet : les Soviétiques accueillirent avec intérêt les efforts gaullois en vue de la désagrégation du pacte atlantique mais n'étaient décidés à les payer d'aucune contrepartie. Ils savaient que De Gaulle n'infléchirait pas sa nouvelle attitude par passion anti-américaine et dépit amoureux vis-à-vis de l'Allemagne Fédérale. Ainsi des intuitions justes et une volonté saine de sortir de la sujétion américaine étaient-elles gauchies. Ce d'autant plus que le général se devait de cultiver devant son électorat une image de marque anti-yankee. En outre les Russes étaient sûrs de disposer dans notre pays d'un puissant lobby dont l'équivalent pro-français, bien entendu, n'existe pas en U.R.S.S.

Enfin l'U.R.S.S. se rendait compte que la puissance montante en Europe était la République Fédérale. Les Soviétiques inquiets de voir le rapprochement entre les deux Allemagnes et peu soucieux de voir la République Démocratique, déjà peu docile leur échapper complètement préféraient jouer sur la gauchisation de l'intelligentsia en Allemagne de l'Ouest liée à l'arrivée de Brandt au pouvoir pour s'entendre avec Bonn. Les dirigeants de la République Fédérale, de leur côté, savaient que les clefs de la réunification se trouvaient à l'Est. Le traité germano-soviétique de Moscou a concrétisé cette évolution. Il a scellé l'entente de deux puissances gouvernant avant tout en vue de la réalisation de leurs intérêts. Le voyage de Brejnev à Paris dans ces conditions apparaît surtout comme destiné à faire avaler la pilule.

Bien sûr, il nous reste des atouts dans cette partie à trois : la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est, l'appui donné à des satellites désireux de s'émanciper tels la Roumanie, voire une ouverture à l'égard de la Chine, le tout joint à une politique de lutte contre la colonisation de notre industrie par les capitaux allemands peuvent contrecarrer le jeu germano-soviétique. Mais ils supposent une continuité dans les desseins et le muselage des groupes de pression idéologiques et partisans dont la démocratie française se révèle incapable.

F. VILLEROY.

C. R. U. : Trois ans de Faurisme

Un entretien avec M. le professeur Flour

1. *La loi Faure a maintenant trois ans, fonctionne : les élections ont eu lieu, comme prévu; les violences, sauf quelques exceptions, ont été rares; les étudiants travaillent. Ce bilan vous apparaît-il aussi positif que certains veulent bien le dire?*

Certainement pas. Les étudiants travaillent, mais mal, et sans que ce soit de leur faute. Outre que le contrôle continu conduit parfois à un bachotage pire que l'ancien, parce qu'il est plus fragmentaire, la responsabilité principale de cette situation est à rejeter sur le désordre des structures, et notamment sur les modifications continuelles dans les programmes et les systèmes de contrôle des connaissances. L'instabilité est perturbatrice en soi. J'en ai eu le témoignage fréquent dans une promotion de quatrième année, en juin 1971, où l'on déplorait d'avoir connu en quatre ans, quatre régimes différents. D'ailleurs, en ce domaine, les propositions des étudiants ne sont pas forcément plus aberrantes que celles des enseignants. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'en conclure que tout marchait bien avant 1968. Effectifs trop nombreux, relations coupées par là même entre professeurs et étudiants, amphithéâtres de dimensions inhumaines : tout cela est vrai. Pour parler de ce que je connais le mieux, la conception même d'Assas a été une aberration : ne serait-ce que par le déséquilibre entre la contenance des amphithéâtres et celle des salles de travail.

Pour ce qui est de la participation, à laquelle je ne suis pas hostile dans le principe, quoi qu'en pensent certains groupements étudiants, on aurait dû la concevoir dans un cadre naturel, ce qui me paraît d'ailleurs très maurassien : en Droit, à Paris, ce cadre naturel est constitué par le Groupe de Travaux Dirigés ; on aurait donc pu envisager l'élection de délégués dans chaque T.D., ce qui aurait permis aux étudiants de connaître leurs mandataires, et à ceux-ci de discuter de problèmes directs et concrets avec leurs propres « enseignants » à tous niveaux. Le système actuel, au contraire, en instituant directement à l'échelon des U.E.R. un scrutin proportionnel avec des listes bloquées, instaure une représentation abstraite, lointaine et rend inévitable la politisation. Les étudiants votent non pour des individus, qu'ils ne connaissent pas, mais pour des étiquettes... quand ils votent ! Car une masse croissante d'entre eux se désintéresse de ces scrutins, tout comme des structures qu'ils connaissent mal. Dans ce contexte, toute réforme partielle est impossible : j'ai songé un moment à mettre en place un mode de scrutin parallèle et officieux au niveau des T.D. ; mais j'y ai renoncé après avoir pris quelques conseils, car la politisation des structures générales et officielles risquait de retentir sur les groupes. Et puis,

on m'aurait accusé de sabotage des dites structures... Finalement, la loi Faure, qui prétendait faire disparaître le mandarinat chez les professeurs, n'a fait que l'accroître en le concentrant, car ont seuls voix au chapitre ceux qui sont membres des Conseils — le Corps est ainsi atomisé. De plus, elle a permis la naissance d'un mandarinat étudiant, où les élus — qui font souvent preuve de beaucoup de conscience et de dévouement — ne traduisent pas forcément les aspirations de la masse. Et d'ailleurs la masse a-t-elle des aspirations précises ? Au niveau du groupe, de l'année au plus (cadre naturel, j'y reviens) c'est beaucoup plus net.

2. *Le rôle de l'Université est à la fois de dispenser un savoir et d'insérer l'étudiant dans la vie professionnelle. Ces deux conditions vous semblent-elles remplies actuellement ?*

Je ne sais pas s'il faut privilégier à l'excès le rôle de l'Université comme préparation à la vie professionnelle. N'est-ce pas détruire sa fonction de dispensatrice d'une culture ?

De toute façon les universités, avec des nuances selon les établissements, atteignent fort mal leurs objectifs du fait de leurs effectifs pléthoriques. Il serait nécessaire d'adapter ceux-ci aux débouchés en instaurant une sélection à l'entrée, préférable au barrage à la fin de chaque année, système qui est en vigueur actuellement. A vrai dire, cette solution n'est qu'un moindre mal, destinée à pallier la dévaluation du baccalauréat. Si celui-ci constituait un crible efficace, tout bachelier serait à même de faire des études supérieures. J'ai connu un temps où il en était ainsi : où le déchet entre la première inscription et le diplôme était infime. S'il en va autrement aujourd'hui, je ne crois vraiment pas que cela soit dû, de notre part, à une férocité excessive et systématique. Poser un tel problème revient évidemment à remettre en question l'organisation de l'enseignement du second degré. Ne faut-il pas réserver l'enseignement secondaire traditionnel à ceux qui sont doués pour un tel type d'études, mais en revalorisant par ailleurs l'enseignement technique ?

Enfin, on me dit que l'Université est actuellement soumise en permanence à la tentation de remplacer l'enseignement par l'endoctrinement, c'est possible. Je ne l'ai pas perçu, là où j'enseigne.

3. *L'autonomie, telle que la conçoit la loi Faure, n'est-elle pas un leurre, puisque le ministère de l'Éducation nationale garde le monopole du financement et celui du contenu des programmes ?*

Le monopole du financement est certain ; le monopole sur le contenu des programmes est plus relatif. Mais, dans

l'ensemble, j'ai l'impression que beaucoup de présidents d'universités s'estiment davantage tenus en laisse que les anciens doyens par le ministère de l'Éducation nationale. C'est à eux qu'il faudrait le demander.

4. *La « balkanisation » de l'Université, qui a résulté de la loi Faure, n'a-t-elle pas conduit à la constitution de véritables fœdalités, dans lesquelles les options et les relations politiques sont déterminantes aussi bien au niveau des assistants qu'au niveau des étudiants ?*
Ce n'est pas le cas de Paris II, car les U.E.R. y ont, somme toute, peu de pouvoirs : Les décisions majeures, les modalités du contrôle des connaissances, par exemple, sont prises à l'échelon de l'Université.

Mais ailleurs, le risque est réel ou pis encore, la « balkanisation » existe déjà, surtout à Paris, moins souvent en province où la plupart des Universités ne comptent que peu d'U.E.R. correspondant parfois aux anciennes facultés.

Cette « balkanisation » est dangereuse car elle conduit à confier le recrutement à un cadre trop étroit et peut susciter la formation de fœdalités politiques, et même scientifiques.

5. *Le 1^{er} C.R.U. doit se tenir les 29 et 30 octobre. L'une des directions stratégiques envisagées est la suppression du ministère de l'Éducation nationale afin de briser le monopole idéologique de l'État sur l'enseignement. Qu'en pensez-vous ?*

D'abord est-ce souhaitable ? Je suis réservé. L'Université d'État a assuré la liberté d'opinion et d'expression politique des professeurs, avec, cependant, une certaine tendance à la constitution d'un monopole idéologique.

Mais ce monopole, là où il existe, n'est-il pas généralement de tendance anti-gouvernementale, plutôt que gouvernementale ?

En tout cas, des Universités entièrement autonomes ne seront satisfaisantes que si l'on parvient à y assurer l'indépendance des enseignants. Selon quelles modalités ? J'avoue ne pas y avoir suffisamment réfléchi. Il me paraît indispensable de maintenir l'immobilité du Corps enseignant, encore qu'elle risque d'être une prime à une certaine sclérose. Mais si elle était supprimée, sont-ce les éléments les moins bons qui seraient congédiés ? Dans certaines conjonctures, on peut en douter. Ce qui est sûr, c'est que l'instauration de l'autonomie, la constitution de véritables corps intermédiaires présupposent, pour les Universités comme ailleurs, une décentralisation de l'ensemble des structures du pays.

Dans l'état actuel des choses, la suppression du ministère risquerait fort de per-

mettre aux partis, féodalités et groupes de pression divers d'exercer une véritable tyrannie. Je redoute que pour entrer dans telle Université, il faille être sympathisant du « Parti ». Et, tout autant, qu'il faille l'être du C.N.P.F. pour entrer dans telle autre. Et je ne crois pas que Maurras aurait souhaité cette alternative, pas plus dans son second terme que dans le premier, lui qui n'était pas le « Conservateur » que d'aucuns croient (pas vous, bien sûr).

Votre suggestion ne peut donc être envisagée que si une modification des conditions politiques intervient préalablement.

6. *Vous pensez donc que le problème universitaire n'est qu'un aspect du problème politique, et que la résolution du premier passe par la résolution du second ?*

C'est une évidence. Tous les problèmes sont un aspect du problème politique. Et cela, non plus, ce n'est pas à des maurrassiens que je l'apprendrai.

(Propos recueillis par
François WAGNER
et Bertrand RENOUVIN.)

Les films de la semaine

Peut-on résister à l'évidente bonne humeur qui règne dans « Le drapeau noir flotte sur la marmite », dernier film de Michel Audiard ? Difficilement, si l'on est sensible à un humour au second degré, à un dialogue qui va plus loin que le simple comique. En dehors des qualités ou des défauts de cette réalisation, ce qu'il faut savoir apprécier, c'est qu'un cinéaste français, même s'il est le seul, soit capable de créer un monde où les cheminots ne sont pas des syndicalistes acharnés, voire membres du parti communiste, où les protagonistes témoignent de réactions normales et les enfants rêvent tout à fait sainement de faire le tour de la terre sur un voilier. Cette façon de vivre, Audiard ne la conjure pas au passé. Elle existe encore, nous dit-il, rien ne nous empêche d'en apprécier le charme, si ce n'est notre lâcheté devant un modernisme envahissant. Remercions-le d'avoir su, avec une excellente équipe d'acteurs, nous apporter une heure et demie de détente réelle dans l'écho de la prose célinienne. Il n'est d'ailleurs pas le seul à évoquer cette semaine ce grand nom de la littérature française. Frédéric Rossif, dans « Aussi loin que l'amour », cite également ce passage du « Voyage au bout de la nuit » :

Voyager, c'est bien utile,
ça fait travailler l'imagination

Pourtant son monde est apparemment bien différent de celui d'Audiard. Très déconcertant au premier abord, il ressemble un peu à un bric-à-brac. On y retrouve aussi bien l'influence d'autres metteurs en scène que les aspirations profondes de Rossif, la critique acerbe d'une certaine société contemporaine opposée à un souci constant de pureté, l'amour de la nature et des animaux, comme si en un seul film le réalisateur avait voulu se libérer de toutes ses hantises. Univers poétique certes, mais trop décousu pour ne pas, à certains moments, être lassant. La solitude de l'homme ainsi traduite prend un tour obsessionnel et tragique, à travers les divers aspects qu'elle peut revêtir. Même l'amour total ne permet pas d'y échapper car son existence est fugace. La seule leçon que l'héroïne puisse tirer de ses expériences semble dire que c'est en soi qu'il faut puiser sa force de vivre et non dans les autres, que l'homme doit meubler sa solitude et apprendre à l'aimer. Désillusion bien cruelle que Francine Racette traduit avec talent tandis que Michel Duchaussoy lui donne la réplique avec une sincérité attachante.

Dominique PAOLI.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

RÉGION PARISIENNE

ETUDIANTS : tous les jours de 15 heures à 19 heures, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).
U.N.L.A.C. (Lycéens) : jeudis de 16 heures à 18 h 30, même adresse.

PARIS V^e - XIII^e

Permanence chaque mercredi de 18 h 30 à 21 h 30, chez M. Jean-Pierre Dauvillier, 89, rue de la Santé, 13^e (5^e étage).

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

5 novembre : Bertrand Renouvin. « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». Salle réservée au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (métro : Convention).

ROUEN

16 novembre 1971 : Conférence : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». G.-P. Wagner et Francis Bertin. Salle de la Halle-aux-Toiles.

TOURS

16 novembre : Yves Lemaignan et Gérard Leclerc. « La monarchie, condition du progrès national ». Salle Balzac.

SIX-FOURS

La presse d'Action Française est en vente à la Librairie d'Almaric, avenue de la Mer.

AIX-EN-PROVENCE

Permanence tous les jeudis de 17 à 18 heures, au café « Le Mazarin », cours Mirabeau.

MARSEILLE

Permanence tous les jeudis de 19 à 20 heures, au café « Le Petit Duc », Librairie Maupetit, 142, La Canebière, Marseille (1^{er}).
Responsable : J. de Cremiers, 701, Le Corbusier, Marseille (8^e).

GRENOBLE

Permanence tous les vendredis de 18 heures au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 20 heures à 21 h 30, au restaurant « Au Canon », place du Corbeau, 67 - Strasbourg.

TOULOUSE

Prendre contact pour le début des activités avec Ph. Ricalens, Le Colombier, 09 - Saint-Liziers.

NEUILLY

Judi 4 novembre à 21 heures, chez Françoise Lusinchi, 3, avenue de Madrid. Réunion de rentrée.

RUEIL - NANTERRE - SURESNES

Mercredi de 20 h 30 à 21 h 30, 8, rue des Godardes, Rueil.

AUBE

Conférence de Bertrand Renouvin : « La Nouvelle Action Française », chez M. Bernard Breuzon, à la Maison du Champagne, Colombey-le-Sec. Le samedi 20 novembre 1971.

CADRES ET RESPONSABLES DE LA N.A.F.

Réunion nationale trimestrielle le dimanche 31 octobre à 15 heures, 12, rue du Renard, Paris (4^e), sous la présidence de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur.

Nous demandons aux cadres et responsables de province de faire un effort tout particulier pour participer à cette réunion.

Nouvelles permanences UNLAC

- Section U.N.L.A.C. d'Aix : Adresse provisoire : Pierre-Olivier GADEN, 4, avenue Berlioz, Parc Mozart, 13 - Aix-en-Provence.
- Sections U.N.L.A.C. Dijon, Chalon, Le Creusot : M^{lle} Christiane BOGUSZ, 32, rue Victor-Hugo, 71 - Montchanin.
- Section U.N.L.A.C. Grenoble : M. Jérôme SERGENT. Adresse provisoire : U.R.D.S., 4, square des Postes, 38 - Grenoble.
- Sections U.N.L.A.C. 8^e, 17^e (Chaptal, Fénelon, Racine, Carnot, Mallesherbes, Vauvenargues). Permanence : Café Dôme-Villiers, jeudi de 17 heures à 19 heures (métro : Villiers).

CHANGER LA VIE

Après avoir montré la semaine dernière comment le gauchisme remet en question des schémas marxistes-léninistes inadaptés au réel, Gérard Leclerc expose pourquoi ses théoriciens, malgré des intuitions intéressantes, réservent à notre société un sort apocalyptique par méconnaissance des finalités humaines.

Pour que se fasse en France la première « critique interne » du marxisme, c'est-à-dire une critique du marxisme au nom de ses propres principes, il faudra attendre la fin des années cinquante avec la revue *Arguments*. Encore faut-il noter que ses rédacteurs ne faisaient pas œuvre originale puisqu'ils se contentaient de familiariser leurs lecteurs avec des travaux parus vingt ou trente ans auparavant en Europe centrale. C'est d'ailleurs un trait spécifique à notre pays qu'il n'a donné naissance à presque aucun philosophe marxiste de grande stature. A part Althusser, on ne voit pas à qui comparer un Lukacs ou un Gramsci.

Précisément, des philosophes de quelque valeur ne pouvaient que faire sauter le carcan idéologique, l'idéologie primaire que constituait la Vulgate orthodoxe. Lukacs par exemple (et il dut pour cette raison faire son autocritique), en étudiant la « conscience de classe » remettait totalement en question le matérialisme dialectique tel que Lénine le présentait, fidèle en cela à l'interprétation de Kautsky. Pour Lénine, la conscience n'est qu'un « reflet » de la matière, si bien que l'être se trouve séparé entièrement de la conscience. A cette conception, Lukacs oppose que l'activité consciente d'un individu se trouve du côté du « processus », réalité objective qui unit sujet et objet, être et conscience dans un rapport dialectique. Cela est si vrai que la connaissance introduit une modification dans l'objet et qu'à la limite elle est l'agent de transformation de l'histoire. *Dans les moments révolutionnaires*, écrit Gombin qui résume ainsi parfaitement l'aspect anti-léniniste de la théorie de Lukacs, la séparation entre sujet et objet disparaît complètement ; une fraction de l'humanité perçoit la totalité et se hisse ainsi au niveau de la conscience de soi (1).

Cette catégorie de *totalité* ramène au jeune Marx philosophe, et s'oppose au matérialisme scientifique dans la logique du *Capital*. Si l'analyse de la réalité laisse sa place à l'activité consciente comme agent déterminant de l'histoire, c'en est fini de cette conception mécaniste d'une histoire se déroulant selon des mécanismes fixes que seuls connaissent ceux qui savent interpréter les lois du socialisme scientifique.

Le scientisme, ce faux positivisme mécaniste caractéristique de la Vulgate est dénoncé comme une idéologie, or l'idéologie, dans le sens marxien du mot, constitue la justification que se donne une classe pour expliquer sa position dominante. Dans

le cas présent, la Vulgate c'est l'idéologie léniniste, la justification que se donne l'appareil du parti.

En critiquant le marxisme de l'intérieur, les révisionnistes allaient sans forcément s'en rendre compte le miner intérieurement et du coup libérer la pensée révolutionnaire. On voulait retrouver un « marxisme pur, primitif », on ouvrait en fait la voie au gauchisme, en redonnant la primauté à la conscience révolutionnaire. « *A la place d'un économisme... qui escamote le rôle conscient des classes et des hommes tout en alimentant "une idéologie de commandement", le gauchisme posera le libre arbitre de l'homme aliéné à la recherche de sa liberté dans la vie de tous les jours.* » (1).

DE MARX AUX SURRÉALISTES

Ayant rejeté la Vulgate et la hiérarchie marxistes, fort curieusement, les nouveaux révolutionnaires se tourneront vers les poètes, ceux dont le regard transforme le monde, dont la voyance transfigure le quotidien en l'illuminant d'un avenir en or. Rimbaud, l'adolescent prodige de Charleville, dont les illuminations sont contemporaines de la Commune. Lautréamont, l'ancêtre du surréalisme, deviendront les inspirateurs du seul projet véritable qui consiste à *changer la vie*. La vie n'est pas réductible à un schéma dialectique, à une mécanique, elle est tout ce quotidien concret où évoluent les subjectivités, où se déploient plus ou moins spontanément les libertés. Changer la vie c'est donc changer l'existence concrète, en supprimant les aliénations pour que l'homme total puisse émerger. Or, l'homme total c'est avant tout le poète, un poète qui ne se contente pas de mots mais dont le pouvoir incantateur soit véritablement démiurgique et façonne le monde. Le surréalisme ne doit plus être une sortie de l'existence, il y doit être intégré. Le merveilleux doit investir la vie. *Pour que la vie devienne un art de vivre, il importe que l'art envahisse la vie* (1).

Le gauchisme s'engagera donc dans une contestation radicale de la société de consommation dont le propre est d'enchaîner l'homme à la machine à produire et de réduire à néant sa créativité.

UNE ATTITUDE SUICIDAIRE

Il serait stupide de ne pas voir le côté positif du gauchisme. En faisant sauter le carcan idéologique du marxisme, en donnant la primauté à la subjectivité, en donnant à l'art une fonction privilégiée, il est certain qu'il a joué un rôle libérateur. Il suffit de voir l'intelligence dont font preuve certains de ses représentants dans la rénovation de l'urbanisme contemporain, par exemple, pour comprendre que le gauchisme a su percevoir les tares de la société du *xx^e* siècle libéral-marxiste, des deux faces d'un économisme totalitaire.

Pourtant, le gauchisme, malgré ses intuitions remarquables, pourrait bien constituer une subversion plus grande encore que le marxisme qu'il a contribué à tuer. En faisant du surréalisme une philosophie et une politique, il a mené à son terme le projet métaphysique de la révolution qui veut que l'homme réduit à sa seule subjectivité soit la mesure de toute chose. Il y a dans ce principe véritablement luciférien de quoi faire sauter la planète.

Changer la vie peut être beau si cela consiste à soumettre le monde aux finalités humaines. Encore faut-il que l'on reconnaisse ces finalités et que l'on ne les ramène pas à une fantaisie irrationnelle. Fantaisie qui fait rêver et oublier la condition humaine, cette condition qui résiste, qui perdure, qui est plus dure à travers l'histoire que le métal le plus dur. On ne réussit en la niant qu'à amener l'espèce à l'autodestruction. Il suffit pour s'en convaincre de penser au destin pitoyable des militants gauchistes, qui faute de l'avoir vraiment changée ont tué leur propre vie.

(1) *Les Origines du gauchisme* (Le Seuil).

Gérard LECLERC.

C.R.U. - 30 octobre - 17 heures

Meeting de clôture au centre Dauphine

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny XVI^e - Métro Porte Dauphine

avec

G. P. WAGNER, P. DEBRAY, P. BERTIN, G. LECLERC, P. PLESSIS